

Cap-aux-Diamants

Drummondville et la British American Land Company

François Droüin

Drummondville, deux siècles d'histoire
Number 123, 2015

URI: id.erudit.org/iderudit/79578ac

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

ISSN 0829-7983 (print)
1923-0923 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Droüin, F. (2015). Drummondville et la British American Land Company. *Cap-aux-Diamants*, (123), 10–13.

Tous droits réservés © Les Éditions Cap-aux-Diamants inc., 2015

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online. [<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>]



This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research. www.erudit.org

DRUMMONDVILLE ET LA BRITISH AMERICAN LAND COMPANY

par François Droüin

Deux cent cinquante ans après sa fondation, Drummondville est une ville importante du Québec avec environ 75 000 habitants. Elle domine la région administrative du Centre-du-Québec où elle fait figure de chef-lieu. Cette région est clairement distincte de l'Estrie ou de la Montérégie, du point de vue administratif du moins. De plus, du point de vue culturel, Drummondville ne fait pas partie de la région touristique des Cantons-de-l'Est. Cette situation peut sembler paradoxale lorsqu'on se souvient que c'est au bord de la rivière Saint-François que naquit, à l'été 1815, le petit établissement destiné à devenir une ville. Cette fondation se fait en bordure du canton de Grantham, un des premiers à être proclamé au Bas-Canada, et ce, dès le mois de mai 1800.

Selon les travaux de Jacques Leclerc, spécialiste associé à la Chaire de développement de la recherche sur la culture d'expression francophone en Amérique du Nord (CEFAN), l'exclusion de Drummondville de la région dite des « Cantons de l'Est » remonte à la fin du XIX^e siècle. À ce moment, l'État québécois réduit, pour ses besoins administratifs, la partie nord du territoire en excluant de la région les cantons d'Acton, d'Aston, de Blanford, de Bulstrode, de Grantham, d'Horton, de Somerset, de Stanfold, d'Upton et de Wenderover. Pourtant, en 1862, contrairement

à la situation vécue au XX^e siècle, Drummondville fait bien partie des « Cantons de l'Est » qui englobent toutes les terres au sud des seigneuries, entre les rivières Richelieu à l'ouest et Chaudière à l'est. C'est d'ailleurs ce que décrit Antoine Gérin-Lajoie, qui est le premier à utiliser ce toponyme dans la littérature québécoise lorsqu'il raconte les aventures de *Jean Rivard, le défricheur*. Il a francisé dès 1858 le terme « *Eastern Townships* » qu'Alexis de Tocqueville avait maintenu sous son appellation anglaise dans ses écrits relatifs à

sa visite au Bas-Canada, en 1831. À l'époque, Drummondville fait toujours partie des *Eastern Townships*, une région qui regroupe tous les cantons découpés à partir du comté de Buckinghamshire, créé par la couronne britannique, en 1792.

UNE LENTE PROGRESSION

Pourquoi donc Drummondville n'a-t-elle pas développé, dès ses origines, des liens infrangibles avec les *townships* alors que dès 1815, elle en est la première agglomération? En cette année de célébration du bicentenaire de l'arrivée du lieutenant-colonel Frederick George Heriot et de ses hommes au pied des rapides de la rivière Saint-François, les occasions sont nombreuses pour rappeler le périple de ces soldats venus s'y établir. Ils y ont créé une bourgade qui sert encore aujourd'hui à commémorer

le passage de Gordon Drummond (1772-1854) comme administrateur colonial. Mais une fois installé, une fois la forêt dense et variée mieux défrichée, pourquoi Drummondville n'émerge pas comme la capitale des *Eastern Townships*?

La réponse tient peut-être en partie aux difficultés qui caractérisent les premières années d'existence de la ville. Après sa fondation, la croissance de Drummondville reste très lente. Disette et année sans été en 1816, réduction de l'aide militaire, épidémie en 1820, incendie majeur en 1826,

Antoine Gérin-Lajoie
Jean Rivard, le défricheur
récit de la vie réelle

roman



BeQ

Page couverture de *Jean Rivard, le défricheur*. L'illustration est une reproduction de *Settler's Log House 1856*, huile sur toile de Cornelius Krieghoff. (Antoine Gérin-Lajoie. *Jean Rivard, le défricheur. Récit de la vie réelle* dans Bibliothèque électronique du Québec, collection Littérature québécoise, volume 9, version 1.4.).

autant d'événements qui ralentissent le progrès de la ville. En 1865, 50 ans après l'arrivée des premiers colons, Drummondville compte à peine 200 âmes. Comment expliquer ces débuts somme toute décevants pour une ville destinée, lors de sa création, à devenir un rempart contre les visées républicaines de nos voisins du sud et à servir de tête de pont pour une immigration britannique dans les cantons du Bas-Canada?

La vie à Drummondville, au milieu du XIX^e siècle, reste peu connue. Le développement urbain est décrit comme extrêmement lent. Sur son site Web officiel, la Ville présente cette époque comme celle qui a nécessité un changement de cap pour une ville qui n'a pas été en mesure de « compter sur un arrière-pays agricole prospère ». Nouveau paradoxe lorsque

l'on sait que les terres au sud-ouest de Drummondville sont parmi les plus fertiles du Québec. Village en 1874, ville en 1888, Drummondville au XIX^e siècle reste un petit patelin dont l'économie n'est pas arrimée avec celle des *Eastern Townships*? Est-ce bien seulement une suite d'événements fâcheux qui perturbent l'évolution de Drummondville à ses débuts?

Un autre élément de réponse se trouve peut-être dans la stratégie de peuplement que la couronne britannique met en place pour cette région du Bas-Canada. En 1791, plusieurs dispositions de l'Acte constitutionnel visent à mieux intégrer dans le giron impérial anglais le futur territoire du Québec, peuplé par une majorité d'habitants de langue et d'origine française. Une de ces dispositions cherche à faciliter l'immigration britannique dans la colonie en mettant un frein à la concession de

seigneuries. Mis en place à l'époque de la Nouvelle-France, le régime seigneurial est un système juridique qui favorise un mode de peuplement articulé autour de la Coutume de Paris. L'Acte constitutionnel de 1791 va entraîner l'implantation du système de la division du territoire en cantons. À partir de ce moment, les concessions se font sous la tenure du franc et commun socage du droit anglais.

Dans quelle mesure cette stratégie de peuplement favorise-t-elle le développement de Drummondville au XIX^e siècle? Les *townships* sont d'abord peuplés par des loyalistes au début du XIX^e siècle. Ceux-ci s'établissent au sud de la région et ont peu de liens avec les pionniers qui accompagnent Frederick George Heriot. Puis à partir des années 1820, une courte vague d'immigration anglaise arrive dans les cantons. Ces nouveaux arrivants ne



À l'est du canton de Grantham, on peut lire sur le site de Drummondville : « Rapids almost impassable ». Joseph Bouchette. *This Topographical Map of the Province of Lower Canada*... Londres, William Faden, 1815, détails. (BANQ- G/3450/1815/B68 CAR pl).



Cette lithographie de Louis-Joseph Papineau le montre quelques années après la rédaction des 92 Résolutions. Napoléon Aubin (attribué à). Papineau. Québec, Napoléon Aubin & W.H. Rowen, 1840. (BAC-Mikan 3019447).

sont pas les seuls à venir des îles Britanniques. À partir des années 1840, les *townships* connaissent aussi une vague d'immigration irlandaise et écossaise. Selon les chiffres compilés par le CEFAN, en 1852, les Cantons de l'Est comptent plus de 60 000 habitants anglophones. Malgré cette croissance démographique, Drummondville tarde à s'affirmer comme capitale régionale. En fait, c'est plutôt l'inverse : la ville ne s'urbanisera et ne prendra de l'expansion qu'à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle lorsque son économie sera reliée à Montréal, Québec et Trois-Rivières plutôt qu'à celle des cantons.

LA BALC S'EN MÊLE

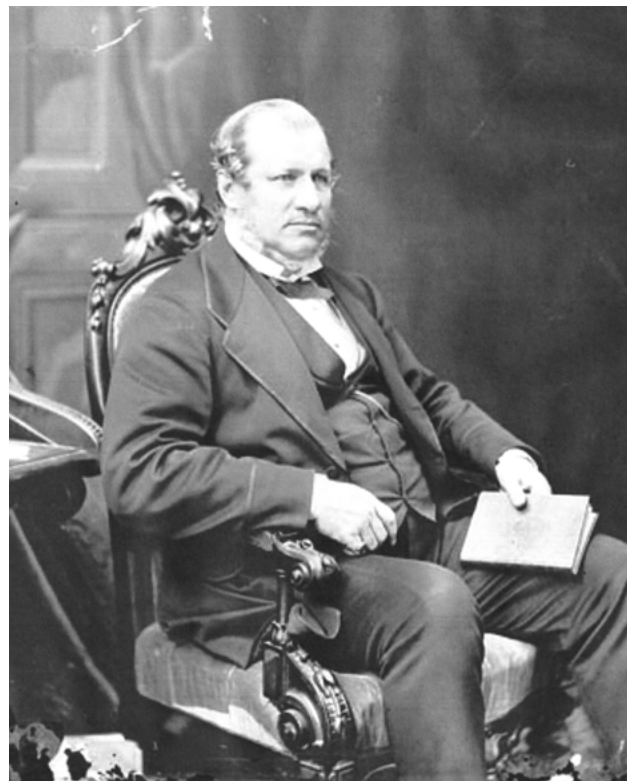
Il ne suffit pas d'affirmer que la décision de la couronne britannique d'implanter la tenure en franc et commun socage dans les Cantons de l'Est eut peu d'impact sur le développement de Drummondville. Il faut aussi comprendre le mécanisme par lequel se fit le peuplement de la région. À cet égard, la British American Land Company, également connue comme la BALC, va jouer un rôle déterminant. Cette compagnie est fondée à Londres en 1834. Deux de ses principaux actionnaires sont John Galt et Edward Ellice. La BALC acquiert 343 995 hectares de terres de la couronne

dans les *Eastern Townships* pour la somme de 120 000 £. Ses actionnaires veulent attirer une immigration britannique dans la région et augmenter la population de langue anglaise au Bas-Canada. N'oublions pas qu'Edward Ellice y exerce une grande influence, malgré son absence de la colonie. Surnommé « *the Bear* » pour son rôle dans le commerce des fourrures, il préside, en 1821, à la fusion des compagnies XY et du Nord-Ouest avec la Compagnie de la Baie d'Hudson dont il demeure un dirigeant. Dès cette époque, il milite au Parlement de Londres en faveur de l'union des Canadas. Lorsque la BALC amorce ses activités, il est au gouvernement comme secrétaire à la Guerre tout en étant membre du Conseil privé. En faisant la promotion d'une immigration anglophone dans les cantons, Ellice agit autant en fonction de ses intérêts personnels que de ceux de son gouvernement. Il est d'ailleurs un des promoteurs de l'application du rapport Durham et de l'union des Canadas, en 1840.

La BALC va construire des routes, des ponts et ouvrir des villages. Des lacunes apparaissent cependant rapidement dans leur administration. Les actionnaires britanniques réclament des dividendes qui tardent à être distribuées. Cela s'explique : la vente de terrains est freinée par les critiques de la clientèle qui juge les prix des lots trop élevés et le contrôle des fonctionnaires de la compagnie trop contraignant. Le Parti patriote dénonce à répétition les agissements de la BALC et ses pratiques sont condamnées dès 1834 dans les 92 Résolutions. Les Patriotes voient dans les activités de la BALC un moyen de modifier l'équilibre ethnique au Bas-Canada en faveur

de la minorité anglophone. Rien n'y fait, la BALC a le soutien du gouvernement impérial qui l'exprime clairement dans les résolutions Russell.

À la BALC, bien peu de place pour Drummondville. En 1834, le bureau de la compagnie ouvre à Lennoxville pour déménager l'année suivante à Sherbrooke. Cette première phase d'activité de la BALC s'apparente ainsi à une grande manœuvre de spéculation foncière qui tourne court. Les recherches biographiques semblent démontrer que seuls quelques-uns des administrateurs de la BALC en tirent profit. Dès 1840, l'entreprise est au bord de la faillite et elle doit rétrocéder 206 898 hectares au gouvernement pour payer des arrérages. La BALC nomme alors Alexander Tilloch Galt pour diriger les activités de la compagnie au Bas-Canada. A.T. Galt augmente le prix des terrains vendus, mais accepte leur paiement à crédit tout en prolongeant les délais nécessaires pour en assurer le financement. De plus, il po-



Cette photo d'Alexander T. Galt est prise en 1869 alors qu'il est député de Sherbrooke à la Chambre des communes à Ottawa ainsi qu'à l'Assemblée législative à Québec. William James Topley. Alexander Galt. Négatif sur verre, 1869. (BAC-Mikan 3215898).

sitionne le développement industriel de Sherbrooke comme un des objectifs de la BALC. Cette stratégie fonctionne si bien qu'en 1851, le textile y devient une activité très rentable.

Par ailleurs, Galt ouvre la porte à la colonisation des cantons par les Canadiens français qui y seront majoritaires en 1881. Dans ce plan d'affaires de la BALC, il n'y a pas de priorités pour Drummondville. Dès 1844, A.T. Galt se lance plutôt dans la promotion du chemin de fer qui atteint Sherbrooke en 1852. Ce n'est qu'en 1872 qu'un chemin à lisses de bois est construit entre Sorel, Drummondville et L'Avenir. Le rail arrivera finalement à Drummondville en 1886. La stratégie de relance de la BALC sous A.T. Galt est claire : Sherbrooke est destinée à devenir la capitale régionale des Cantons de l'Est.

Pourtant, en 1837, Frederick George Heriot se voit confier l'organisation militaire des *Eastern Townships* à partir de Drummondville. Peut-on conclure de ces faits que, du point de vue économique, la politique de la BALC en faveur de Sherbrooke

s'est faite au détriment de Drummondville? La réponse mérite plusieurs nuances. A.T. Galt avait bel et bien ses racines dans la région des *townships*. Sa connaissance du milieu lui permit d'articuler les stratégies de la BALC en fonction des opportunités réelles de développement. Ainsi, une des premières recommandations de Galt, en 1840, est d'attirer des colons américains et canadiens-français dans les cantons, car cette clientèle est plus adaptée aux conditions locales que celle issue de l'immigration britannique, ignorante des contraintes que provoque l'enclavement des *townships*. Que Galt ait choisi Sherbrooke s'explique aussi facilement : il y est établi depuis 1835 et c'est là qu'il amorce sa carrière d'hommes d'affaires. En 1849, Galt accepte même de devenir député de Sherbrooke. Il gravit ensuite les échelons parlementaires jusqu'à devenir ministre et est considéré comme l'un des Pères de la Confédération.

La lenteur du développement de Drummondville s'explique également par l'inadéquation de la stratégie initiale de

la BALC. L'immigration britannique dans les *townships* ne sera pas celle que les promoteurs souhaitent. Après des débuts encourageants, la spéculation foncière et les tensions ethniques conduisent la BALC à la banqueroute. Cette politique de peuplement nuit au progrès de Drummondville qui a tout intérêt à rattacher son économie à la vallée du Saint-Laurent plutôt qu'à un arrière-pays formé de cantons aux prises avec de graves problèmes financiers. De plus, la BALC n'investit pas de capitaux à Drummondville, préférant améliorer ses actifs plus au sud.

D'ailleurs, durant la seconde moitié du XIX^e siècle, le succès de la BALC repose aussi sur sa volonté de désenclaver les Cantons de l'Est et de les rattacher économiquement à Montréal et à Québec. Pour Drummondville, le sort en est jeté. Fondée en 1818, Hyatt's Mills a rapidement progressé pour devenir Sherbrooke, capitale des Cantons de l'Est. Drummondville, première agglomération des *townships*, malgré son avantage initial, ne fait plus partie de cette région et son avenir repose plutôt sur sa vitalité industrielle et son rôle de chef-lieu du Centre-du-Québec.

François Drouin est historien.

Pour en savoir plus :

Jean-Pierre Kesteman. « Galt, sir Alexander Tilloch », *Dictionnaire biographique du Canada. Volume XII (1891-1900)*, http://www.biographi.ca/fr/bio/galt_alexander_tilloch_12F.html. Page consultée le 19 juin 2015.

Jacques Leclerc. « Cantons-de-l'Est ou Estrie », *L'aménagement linguistique dans le monde*, <http://www.axl.cefan.ulaval.ca/amnord/Qc-Estrie-cantons.htm>. Page consultée le 19 juin 2015.

Québec. Ministère de la Culture et des Communications. « British American Land Company », Répertoire du patrimoine culturel du Québec, <http://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/rpcq/detail.do?methode=consulter&id=14254&type=pge#.VYQxtWBZHZ->. Page consultée le 19 juin 2015.



Cette publicité de la BALC vise à promouvoir l'immigration britannique dans les *townships*. British American Land Company. *Information respecting the Eastern Townships, situated in the southern part of Canada...* London, BALC, 1842. (BAC).